

## Souveraine, démocratique et puissante, telle doit être l'Europe de demain.

**GOZI S., *“Sovrana, democratica e potente, questa deve essere l'Europa del futuro”*, Huffington Post Italien, 04.12.2019.**

Lorsque nous parlons de l'Europe, nous parlons souvent de tournants, de carrefours essentiels de notre histoire, mais nous ne les avons uniquement reconnus que lorsque nous avons regardé dans le rétroviseur. Et la plupart du temps, malheureusement, depuis ce miroir, nous n'avons vu que les occasions manquées, les moments cruciaux dont nous nous sommes éloignés irrémédiablement.

La Communauté européenne de défense, le projet Spinelli pour la constitution des États-Unis d'Europe ou le traité pour l'adoption d'une Constitution pour l'Europe, sont quelques-uns de ces atroces bifurcations dans lesquelles nous, Européens, avons perdu notre chemin, perdu l'occasion de construire une véritable puissance européenne.

Mais si réécrire l'histoire n'est pas possible, le but reste le même. Et si la direction du vent a changé, nous pouvons ajuster nos voiles pour atteindre notre destination. Le chemin que la nouvelle Commission européenne vient d'entreprendre, y compris la Conférence européenne sur l'avenir de l'Europe, sera décisif. La Conférence devra discuter de la manière de faire de l'Europe une puissance. À la fin de ce nouveau cycle politique qui vient de commencer, nous, Européens, connaissons notre destin, notre signification dans l'histoire et saurons si nous risquons ou non l'extinction politique dans le nouveau monde globalisé.

Surtout, nous ne pouvons pas agir comme si nous étions encore dans le monde d'hier. Nous devons préparer le monde pour demain. En juillet, les prémisses étaient bonnes : le discours d'Ursula Von der Leyen avant son élection était et reste un bon manifeste. Le suivi n'a pas été brillant : nous avons connu de fortes tensions institutionnelles qui avaient déjà commencé le lendemain des élections européennes. Aujourd'hui, nous pouvons recommencer, mais nous devons faire preuve de la force et de la détermination nécessaires.

Nos priorités sont claires : l'Europe en tant que leader de l'énergie verte; une bonne gouvernance de la zone euro et un plan européen d'investissement; une Union sociale européenne; un nouveau projet européen de sécurité et de défense, des politiques de migration et d'asile; l'État de droit et l'égalité des chances, la promotion de l'innovation et la jeunesse.

Je suis convaincu qu'à côté de toutes ces questions, le fédéralisme européen, qui n'a jamais été aussi nécessaire et approprié, est réellement la réponse aux problèmes de notre temps.

Nous avons besoin d'une Europe souveraine, puissante et démocratique : souveraine contre la crise des politiques nationales ; puissante contre l'unilatéralisme; démocratique pour combattre le néo-nationalisme.

Une Europe souveraine signifie que nous devons reprendre le contrôle, adopter une nouvelle approche globale sur une question cruciale comme la sécurité. Après tout, c'est aussi

le sujet discuté à Londres, au sommet de l'OTAN, où la Chine a finalement été mentionnée pour la première fois comme sujet d'attention.

Nous sommes entrés dans une ère où les États-Unis et la Chine utilisent de plus en plus leur pouvoir dans une logique unilatérale. Alors que les défis à notre sécurité viennent beaucoup plus de Pékin, notre système de sécurité multilatéral est encore largement basé sur les structures de la guerre froide. Notre allié américain répond aux décisions européennes de faire plus de justice fiscale, par le biais de la taxe sur le web pour les grandes multinationales numériques, en menaçant les devoirs vis-à-vis de l'Europe. Nos concurrents asiatiques agissent sur le marché mondial avec une logique industrielle et des aides publiques, tandis que nous, Européens, continuons d'appliquer les règles de la concurrence en ne pensant qu'à nos marchés nationaux, voire locaux, et nous mettons nos entreprises les plus exposées à la concurrence mondiale en grande difficulté. Soit nous pourrons, avec une nouvelle politique industrielle, remporter la nouvelle concurrence économique à l'échelle mondiale, soit nous risquons d'y perdre.

Un engagement significatif et à long terme de notre politique globale, qui comprend le commerce extérieur, la coopération au développement, l'aide humanitaire, la politique environnementale internationale, la coopération internationale en matière de police, de justice et de renseignement, l'immigration, la politique étrangère et la promotion des valeurs européennes.

Nous, Européens, avons le devoir de partager la responsabilité de la sécurité mondiale, que nous souhaitons à juste titre sur la base d'un nouveau multilatéralisme : le dialogue et la coopération dans les négociations. Mais sans exclure la logique du pouvoir. Parce que nous ne pouvons pas être naïfs et que nous devons agir dans le monde réel, où nous sommes confrontés à des États et à des sociétés qui sont loin de cette approche postmoderne, et où prévalent de plus en plus de relations de pouvoir et de décisions unilatérales. Nous devons nous donner les moyens de promouvoir nos valeurs et de protéger nos intérêts dans un monde qui a changé.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe sera également l'occasion de discuter de l'Europe en tant que puissance, c'est-à-dire en tant que puissance souveraine et démocratique, avec un rôle central pour le Parlement européen.

«Europe puissance» renvoie inévitablement à la controverse suscitée par les dures paroles d'Emmanuel Macron qui a qualifié l'OTAN en état de «mort cérébrale», ce que Macron a confirmé à juste titre à Londres, tout en insistant sur le lancement du processus de réforme de l'organisation: non pas une critique stérile, donc, mais une proposition concrète et constructive. Nous sommes bien conscients des défis à relever : les États-Unis s'abstiennent d'exercer un véritable leadership politique; l'allié turc qui viole les valeurs fondamentales, les États-Unis qui agissent dans une logique unilatérale et potentiellement déstabilisatrice au Moyen-Orient ; les relations difficiles avec la Russie ; la logique hégémonique chinoise, du domaine militaire au numérique et à la 5G.

Nous, Européens, devons intervenir dans l'espace géopolitique où nos intérêts sont en jeu : par exemple, nous avons tous convenu de la nécessité d'intervenir au Mali, mais la France a dû le faire parce que l'UE n'en avait pas la possibilité. La Présidente Von der Leyen nous a rappelé à juste titre ces défis et c'est à leur propos que nous devons devenir davantage capables d'agir ensemble comme une Union.

Bref, nous devons reconnaître que nous sommes dans une ère de relations de pouvoir, de logique impériale et de nouvelles menaces. Cependant, nous devons le faire en tant qu'Européens, et non sur la base d'une logique nationale ou, pire encore, nationaliste.

Le signal d'alarme du Président français était nécessaire, il a levé le voile de l'ambiguïté et peut-être donné un signal d'alarme à une Europe qui souffre encore aujourd'hui de l'erreur historique des gaullistes et communistes français qui ont rejeté la Communauté européenne de défense en 1954 et qui paie le prix des progrès très lents de ces décennies en matière de défense commune. La seule façon de rester en vie et protagoniste d'un monde qui pourrait se réinventer entre Pékin et Washington, en passant par Moscou et les nouvelles économies émergentes, est de construire une véritable puissance européenne.

Seule une Europe véritablement souveraine, démocratique et puissante nous permettra de relever nombre des défis de l'avenir et de survivre en tant qu'Européens. Céder à tout cela signifie la fin de notre civilisation.